

Article 31 du Règlement

de la santé des femmes canadiennes et d'autre part, protéger les enfants à naître.

Dans tout le pays, les Canadiens réclament une loi sur l'avortement. Les Canadiens n'accepteront rien de moins qu'une législation réduisant de façon marquée le nombre d'avortements effectués au Canada.

* * *

LES PÊCHES**LA PÊCHE AU SAUMON ET AU HARENG SUR LA CÔTE OUEST**

M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca): Monsieur le Président, je veux signaler à la Chambre un autre exemple de capitulation de la part du gouvernement conservateur qui est incapable de s'occuper comme il se doit des ressources du pays.

Afin de tenter de protéger le secteur de la pêche sur la côte ouest, le gouvernement fédéral a pris une décision selon laquelle tous les saumons et harengs capturés devaient être débarqués en Colombie-Britannique et inspectés avant d'être vendus. Le GATT s'est opposé à l'accord en question. Nous avons donc perdu devant le GATT et qu'a fait alors le gouvernement fédéral? Au lieu de s'adresser à nouveau au GATT, il s'en est remis au groupe spécial prévu dans l'accord de libre-échange et a déclaré que la question serait réglée à cet endroit, comme l'avait promis le premier ministre.

Nous savons maintenant que nous avons à nouveau perdu notre cause. Le gouvernement trahit les habitants de la Colombie-Britannique et les Canadiens. Notre secteur de la pêche est menacé et les conservateurs n'ont pas le courage de prendre la moindre mesure afin de remédier à la situation. Il faut abroger l'accord de libre-échange. Il s'agit de sauver les emplois des Canadiens. C'est ce qui doit être fait.

* * *

*[Français]***LES MINORITÉS VISIBLES****LES PROPOS SUPPOSÉS RACISTES D'UN DÉPUTÉ**

Mme Nicole Roy-Arcelin (Ahuntsic): Monsieur le Président, je veux exprimer ma révolte et ma tristesse envers les remarques récentes d'un député de l'opposition qui, pour critiquer un concitoyen candidat dans une élection, l'a appelé «un noiraud qui revient de l'hôpital psychiatrique».

Je me sens personnellement concernée, ayant un mari et des enfants d'origine haïtienne, donc noirs. La commu-

nauté noire de ce pays, soit 4 p. 100 de la population du Canada, ainsi que tous les Canadiens se sentent humiliés et insultés devant les propos irresponsables de l'honorable député à l'égard de M. Jean Alfred.

Est-ce que les membres du parti libéral du Canada, en restant muets et silencieux devant un tel comportement indigne, n'appuient pas cette déclaration?

Monsieur le Président, je demanderais respectueusement au chef du parti libéral de répudier immédiatement en cette Chambre la déclaration raciste d'un de ses députés.

* * *

*[Traduction]***LES FINANCES****LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Merci, monsieur le Président. «Un budget fédéral équilibré est certes souhaitable, mais à quoi cela servira-t-il aux générations futures si elles héritent d'une planète moribonde?» Voilà ce que Mark Cullen a fait valoir au ministre des Finances au nom de trois milliers de Canadiens préoccupés.

Nous vous le demandons: compte tenu du fait que tout l'oxygène que nous respirons est produit par les plantes, est-il logique que les plantes d'intérieur et d'extérieur soient frappées de la même taxe de 9 p. 100 que bien des produits polluants? Comme il est prouvé que le compostage peut réduire de 30 p. 100 la quantité d'ordures ménagères qui prennent le chemin du dépotoir, est-il logique de taxer les systèmes de compostage?

Est-il logique de taxer les graines et les pousses de laitue canadiennes et non la pomme de laitue californienne vendue au supermarché?

Nous estimons qu'on va commettre une grave erreur en frappant ces produits et beaucoup d'autres produits écologiques de la taxe fédérale proposée sur les produits et services.

Je vous en prie, ne taxez pas les plantes et encouragez ainsi les Canadiens à participer activement à l'assainissement de l'environnement.

Les soussignés vous supplient de ne pas taxer les plantes.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE**LES PROPOS D'UN DÉPUTÉ**

M. Willie Littlechild (Wetaskiwin): Monsieur le Président, je voudrais signaler à la Chambre les commentaires